



À vos côtés



**JEAN-LUC
FUGIT**
votre
député

DÉPUTÉ DE LA 11^{ÈME}
CIRCONSCRIPTION
DU RHÔNE

MEMBRE DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

PRÉSIDENT DU CONSEIL
SUPÉRIEUR DE L'ÉNERGIE

VICE-PRÉSIDENT DE L'OFFICE
PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES
ET TECHNOLOGIQUES



JANVIER 2024 / SEPTEMBRE 2025

Ancré dans le territoire, Mobilisé à l'échelle nationale

ÉLABORER ET ÉVALUER LES LOIS, CONTRÔLER L'ACTION DU GOUVERNEMENT, PORTER LES PROBLÉMATIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION, C'EST MON RÔLE DE DÉPUTÉ, UN TRAVAIL QUI S'EFFECTUE AU PLUS PRÈS DES RÉALITÉS DU TERRAIN EN ALLANT À VOTRE RENCONTRE.

MON ACTIVITÉ NATIONALE *

- **100%** de taux de participation aux votes solennels
- **32^{ème}** pour la participation aux votes en séance publique de l'Assemblée nationale
- **1** proposition de loi **adoptée** et **promulguée**
- **3** rapports d'évaluation publiés
- **48** amendements adoptés



À la tribune de l'Assemblée nationale

* bilan de la 17^{ème} législature, suite à la dissolution de juin 2024



Aux Jardins de Lucie à Communay



Au marché de Mornant

AVEC VOUS EN CIRCONSCRIPTION

- **25 interventions** dans des établissements scolaires pour expliquer nos institutions et le rôle d'un député
- **37 permanences** sur les marchés
- **7 réunions publiques**
- **300 habitants de la circonscription** reçus à l'Assemblée nationale
- **30 visites d'entreprises**
- **270 participations** à des évènements locaux aux côtés des acteurs du territoire

Les **38** communes de la **11^{ème}** circonscription législative du Rhône



Ampuis	Riverie
Beauvallon	Rontalon
Chabanière	St-André-la-Côte
Chaponnay	St-Cyr-sur-le-Rhône
Chaussan	Ste-Catherine
Communay	Ste-Colombe
Condrieu	St-Laurent-d'Agnay
Echalas	St-Pierre-de-Chandieu
Givors	St-Romain-en-Gal
Grigny-sur-Rhône	St-Romain-en-Gier
Les Haies	St-Symphorien-d'Ozon
Loire-sur-Rhône	Sérézín-du-Rhône
Longes	Simandres
Marennes	Soucieu-en-Jarrest
Millery	Taluyers
Mions	Ternay
Montagny	Toussieu
Mornant	Trèves
Orliénas	Tupin-et-Semons

Édito

Mes chers concitoyens,

En 2024, vous m'avez renouvelé votre confiance dans un contexte politique particulier que je mesure pleinement. **Vous servir, servir notre pays et servir l'intérêt général, telle est la boussole qui continue de guider mon action de citoyen-député.**

Nous vivons une période troublée à l'échelle internationale comme nationale. La géopolitique mondiale particulièrement bouleversée nous rappelle que les grands équilibres du monde sont fragiles. Plus que

jamais l'Europe et la France doivent relever des défis importants pour notre défense, pour notre sécurité, pour notre environnement, pour notre souveraineté énergétique, alimentaire, et industrielle.

La vie politique française est particulièrement tumultueuse ces dernières années, marquée par une Assemblée nationale sans majorité qui accroît l'instabilité gouvernementale et budgétaire. **Ce contexte difficile m'oblige**

plus que jamais dans l'esprit d'engagement qui a toujours été le mien à continuer de travailler, de dialoguer et d'écouter tous ceux qui, ici en circonscription comme à l'Assemblée nationale souhaitent, projet par projet, texte par texte, trouver des convergences pour faire avancer le pays.

À la politique politicienne, je préférerai toujours la responsabilité et le travail.

Mes convictions, vous les connaissez, celles d'un élu de terrain engagé à vos côtés sur de nombreux sujets avec pragmatisme, sans dogme, guidé par la science.

À LA POLITIQUE POLITICIENNE, JE PRÉFÉRERAI TOUJOURS LA RESPONSABILITÉ ET LE TRAVAIL.

Sur l'agriculture notamment, force vive de notre territoire, confrontée à de nombreux défis qui imposent de trouver des solutions pérennes pour concilier durabilité et qualité de notre alimentation. Pour notre souveraineté énergétique avec une volonté : sortir de notre dépendance aux énergies fossiles en construisant un mix énergétique résilient

composé d'énergies renouvelables et de nucléaire.

Sur notre territoire, je m'engage aux côtés des habitants, des associations et des élus pour faire avancer la question des mobilités du quotidien et préserver

notre cadre de vie. Je suis aux côtés de nos agriculteurs, de nos forces de sécurité, de nos entrepreneurs et structures d'insertion qui favorisent l'emploi, des associations qui renforcent le lien social dans nos communes. Aux côtés également de nos soignants et de la communauté éducative pour accompagner leurs missions du quotidien.

Mes Chers Concitoyens, **je crois en une action politique construite sur l'écoute, le**

JE CROIS EN UNE ACTION POLITIQUE CONSTRUITE SUR L'ÉCOUTE, LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET LA RECHERCHE CONSTATANTE DE SOLUTIONS PARTAGÉES.

respect des différences et la recherche constante de solutions partagées.

Les échanges que j'ai régulièrement avec vous, sur le terrain, nourrissent cette conviction et ma volonté de faire avancer notre pays. Dans notre territoire comme à Paris, je continuerai de mener à bien avec dévouement et engagement la mission que vous m'avez confiée. **Vous pouvez compter sur moi.**

Jean-Luc FUGÈRE
Votre député

Énergie-Climat : pour une transition ambitieuse, souveraine et responsable

Notre souveraineté énergétique repose sur 3 leviers : produire plus d'énergie décarbonée sur le territoire national, bâtir un écosystème industriel compétitif et accompagner une transition juste pour tous les Français.

Définir un cap énergétique pour la France

Nous avons en France l'opportunité de **nous appuyer, à la fois, sur l'énergie nucléaire et sur les énergies renouvelables** électriques et thermiques pour construire un mix énergétique pluriel dans un système où toutes les opportunités, toutes les technologies, toutes ces énergies concourent à notre résilience.

Face à la montée des tensions géopolitiques, à la crise climatique et à l'augmentation de nos factures énergétiques, nous devons construire un système énergétique résilient et compétitif, fondé sur des choix stratégiques de long terme. Ce choix, et c'est ma conviction profonde, c'est l'addition



des solutions : des énergies renouvelables, du nucléaire et davantage de sobriété et d'efficacité énergétique dans nos modes de production et de consommation. Nommé par la Commission des Affaires économiques, **rapporteur de la partie «énergie» pour le projet de loi de finances 2026**, c'est ce cap qui me guidera.

Conseil Supérieur de l'Énergie (CSE)

Je préside bénévolement depuis 2022 le CSE qui assure un dialogue régulier entre les parties prenantes du secteur de l'énergie (associations environnementales et de consommateurs, producteurs, collectivités, syndicats...) et dont le rôle est important dans le processus d'**élaboration de la politique énergétique française** aux côtés du Gouvernement et du Parlement.

Cette année, nous avons travaillé sur plusieurs

orientations structurantes pour l'avenir énergétique du pays comme, la **Programmation pluriannuelle de l'énergie**, le développement de l'énergie solaire en milieu rural, l'accompagnement de politiques publiques plus efficaces en matière de rénovation énergétique (Fonds vert, MaPrim'Renov...) si importantes pour nos habitations et pour nos bâtiments communaux ou encore le chèque énergie qui permet de soutenir les ménages les plus précaires.

Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST)

Depuis 2017, je siége à l'OPECST qui rassemble 18 députés et 18 sénateurs et dont le rôle est d'informer le Parlement des conséquences des choix à caractère scientifique et technologique afin d'éclairer ses décisions.

J'ai notamment été l'auteur avec Stéphane Piednoir (Sénateur - Les Républicains) d'un **rapport sur la réorganisation de la gestion de la sûreté nucléaire française**. Un travail qui a permis l'adoption de la loi du 21 mai 2024 «relative à l'organisation de la gouvernance de

la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire».

Avec Daniel Salmon (Sénateur - Les Ecologistes), nous avons publié une étude **«Adaptation des réseaux électriques : enjeux technologiques et scientifiques»** qui met en exergue les défis auxquels devra répondre le réseau électrique français face à l'électrification des usages, aux impacts du changement climatique et aux risques croissants en matière de cybersécurité.

Soutenir nos agriculteurs, notre agriculture et la qualité de notre alimentation



Nos agriculteurs font face à des injonctions contradictoires : produire une alimentation de qualité, à bas coût, tout en respectant des normes sanitaires et environnementales parmi les plus exigeantes au monde. À cela s'ajoutent les effets du changement climatique qui complexifient leur métier.

Depuis début 2024 nous avons apporté des réponses concrètes à travers 3 textes de loi et des mesures budgétaires :

Une loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture

Fruit d'une large concertation cette loi définitivement adoptée en 2025 poursuit un double objectif : assurer le renouvellement des générations agricoles et accompagner la transition agroécologique et climatique.



Principales mesures :

- Accompagnement de chaque personne qui souhaite s'installer ou céder une exploitation.
- **Inscription dans la loi du caractère d'intérêt général majeur de l'agriculture pour garantir notre souveraineté alimentaire.**
- La mise en place d'une aide au passage de relais pour les exploitants proches de la retraite mettant leur exploitation à disposition d'un jeune agriculteur.
- Création d'un diplôme de référence pour former les agriculteurs de demain.
- L'instauration du principe « pas d'interdiction de l'usage des produits phytopharmaceutiques sans solution ».

Une loi visant à lever des contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur

Principales mesures :

- **Meilleure gestion de la ressource en eau**, un enjeu fondamental pour notre agriculture, avec la qualification d'intérêt public majeur pour les ouvrages de stockage de l'eau.
 - **Simplification** de l'installation pour les élevages, renforcement de l'assurance pour les prairies...
 - **Interdiction dès 2026** en France, de la fabrication, du stockage et de la circulation de produits contenant des substances non homologuées par l'Union Européenne.
- Mais il reste des réponses à apporter notamment aux arboriculteurs français** qui ne disposent pas des mêmes conditions de traitement que leurs homologues européens. En attendant, achetons français pour soutenir les filières en difficulté.

Mesures que j'ai fait voter en tant que rapporteur du budget agricole 2025 :

- Augmentation de 20 millions d'euros des aides pour la plantation de haies
- Soutien renforcé de l'Etat aux éleveurs face aux crises sanitaires ovines et bovines (FCO, MHE...)

Des outils au service de la transition écologique et pour de meilleures conditions de travail

J'ai élaboré et fait définitivement adopter en avril 2025 **une proposition de loi** visant à « Améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotes ».

Les agriculteurs pourront utiliser des drones pour pulvériser **uniquement les produits phytopharmaceutiques agréés en biocontrôle et en agriculture biologique** afin de préserver la santé de leurs cultures. Une avancée majeure pour faciliter la

transition agroécologique et le travail de nos agriculteurs et leurs salariés :

- Diminution et meilleur ciblage des quantités de produits utilisés.
- Réduction de la pénibilité du travail d'épandage notamment dans les fortes pentes telles que celles des coteaux de nos territoires.



Pour une société qui encourage, accompagne, protège

L'IVG dans la Constitution

Le 4 mars 2024, le Parlement réuni en Congrès votait l'inscription du droit à recourir à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la Constitution, sanctuarisant plus de cinquante ans d'un combat mené par et pour les femmes.



Agressions sexuelles : lutter contre l'impunité

Une proposition de loi (soutenue par de nombreux groupes politiques) intégrant l'absence de consentement de la victime dans la définition du viol et des autres agressions sexuelles a été adoptée au Parlement. Elle précise que le consentement doit être libre et éclairé, spécifique, préalable et révoquant.



Réformer la profession d'infirmier

La loi promulguée en juin 2025 redéfinit le rôle des infirmiers, en précisant dans le code de la santé publique plusieurs de leurs missions-socles. Elle reconnaît les consultations et le diagnostic infirmiers, de même que le pouvoir pour ces professionnels de prescrire de façon autonome certains produits et examens.



Renforcer la sécurité des professionnels de santé

Nous avons adopté une proposition de loi visant à «renforcer la sécurité des professionnels de santé».

Ce texte vise à protéger les soignants mais aussi tous les personnels non soignants, secrétaires médicales, agents d'accueil, agents d'entretien qui sont tous les jours en première ligne face aux risques d'agressions.



Fin de vie et soins palliatifs

La fin de vie est une question délicate. Elle touche à ce que nous avons de plus personnel, à la question de la maladie incurable, de la douleur intolérable, et du désarroi.

Deux textes ont été adoptés à l'Assemblée nationale, pour renforcer les soins palliatifs et ouvrir un droit à l'aide à mourir.

Après de longs débats, en conscience, j'ai voté en faveur de ces textes. C'est maintenant au Sénat de les étudier.



Soutenir les auto-entrepreneurs

La Proposition de loi de mon groupe politique visant à «garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises» a été adoptée en juin 2025. Elle empêche la réforme des seuils de TVA envisagée par le gouvernement qui mettait à mal l'avenir de nos micro-entreprises.



Handicap : pour une société inclusive

Une proposition de loi pour améliorer le parcours des élèves en situation de handicap (renforcement du suivi personnalisé, formations pour les enseignants et les professionnels intervenants auprès des élèves ...) a été adoptée. Tout comme a été adoptée une proposition de loi instaurant le remboursement intégral des fauteuils roulants par l'Assurance Maladie. C'est une mesure de justice sociale.



Viser le plein emploi

Création de France Travail, nouveau contrat d'engagement pour les demandeurs d'emploi, les allocataires du RSA, les jeunes accompagnés, meilleur emploi des personnes handicapées figurent parmi les principales mesures de la loi pour le plein emploi de décembre 2023 qui vise à concrétiser l'objectif de réduire le chômage autour de 5% d'ici 2027.



Renforcer l'autorité et la sécurité

Dans un contexte géopolitique mondial instable, la sécurité et l'autorité sont des piliers fondamentaux pour garantir l'unité et la souveraineté de notre pays.

Transformer nos armées

Dans un contexte de ruptures technologiques, de résurgence des conflits de haute intensité et de réarmement mondial, la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 porte l'ambition d'un modèle rénové pour nos armées au service d'une France souveraine qui défend son autonomie stratégique, sa capacité de dissuasion et sa capacité à faire face aux nouvelles menaces.



Lutter contre les fraudes aux aides publiques

Sujet majeur pour une meilleure efficacité de nos politiques publiques, la proposition de loi contre les fraudes publiques portée par le député Thomas Cazenave (Ensemble Pour la République) a été adoptée en mai 2025. Les mesures de ce texte de loi permettront de mieux identifier les abus et les fraudes en renforçant les contrôles et en durcissant les sanctions à l'encontre des fraudeurs.



Restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents

Participation à l'indemnisation des dommages et sanctions alourdies pour les parents défaillants d'enfants délinquants, obligation de répondre aux convocations du juge des enfants, mesures renforcées pour les mineurs radicalisés ou coupables d'infractions en bande organisée, obligation de couvre-feu élargie, figurent parmi les principales dispositions de la loi visant à «renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents».

Ce texte de loi porté par Gabriel Attal et l'ensemble de mon groupe, a été promulgué en juin 2025.

Sortir la France du piège du narcotrafic

Sur la base d'un rapport transpartisan des Sénateurs Etienne Blanc (Les Républicains) et Jérôme Durain (Socialiste), le Parlement a adopté en avril dernier la proposition de loi «narcotrafic» : création d'un parquet spécialisé, régime de détention très strict pour les détenus les plus dangereux, lutte contre le blanchiment, statut de repentant...

Ce texte durcit l'arsenal répressif pour lutter plus efficacement contre le narcotrafic.



Renforcer la sûreté dans les transports

Face à la hausse de la délinquance, des violences et du sentiment d'insécurité dans les transports en commun, le Parlement a adopté la proposition de loi relative au «renforcement de la sûreté dans les transports».

Ce texte renforce les capacités opérationnelles des forces de sécurité appelées à intervenir dans nos transports en commun, en créant de nouveaux dispositifs pénaux pour réprimer les délits.



Santé



PÔLES DE SANTÉ

Plusieurs Pôles de Santé ont vu le jour sur le territoire à l'initiative des collectivités locales et les CPTS comme à Grigny-sur-Rhône ou ici celui de Mions inauguré en présence du Ministre de la Santé Yannick Neuder. Des réalisations à saluer au service d'une offre de soins de proximité.

POLLUTION AUX PFAS

Le Syndicat des Eaux Rhône Sud : pionnier pour le traitement

Une solution de traitement grâce au renouvellement en continu du charbon actif sur l'usine de production d'eau de Ternay opérationnelle fin 2025, c'est une première en France qui permet à notre territoire d'être en pointe sur le traitement des PFAS.



Loi visant à «protéger la population des risques liés aux PFAS» adoptée en février 2025. Principales mesures : définition de seuils de concentration, interdiction progressive dans les produits de consommation, principe du pollueur-payeur... Ces mesures répondent à une urgence de santé publique et environnementale, enjeu crucial pour nos territoires.



HÔPITAL DE GIVORS

Membre de son conseil de surveillance, je fais régulièrement le point avec les équipes sur plusieurs dossiers : relation avec la Médecine de ville, les CPTS (communautés professionnelles territoriales de santé), fonctionnement des Urgences, nouveaux équipements en radiologie et endoscopie... Les investissements réalisés dans notre hôpital de proximité contribuent à le placer comme un acteur sanitaire d'importance dans le sud lyonnais.



Vivre ensemble

DÉMOCRATIE & CITOYENNETÉ

La citoyenneté s'apprend dès le plus jeune âge. J'interviens régulièrement dans les établissements scolaires à la demande des enseignants pour expliquer nos institutions et le rôle du parlement. Je réponds aussi avec plaisir aux demandes de mes jeunes concitoyens pour les recevoir à l'Assemblée nationale, maison commune du peuple français.



Avec les jeunes du CME de Rontalon



Avec les jeunes du CME d'Ampuis et le Ministre François-Noël BUFFET



Avec des élèves du lycée Ella Fitzgerald de St-Romain-en-Gal et Gabriel ATTAL



Dans une école à Communay

DEVOIR DE MÉMOIRE

Se souvenir de l'histoire passée et entretenir la mémoire des anciens est un devoir et un honneur qu'il nous faut transmettre aux jeunes générations.



Commémoration du 8 mai à St-Symphorien-d'Ozon

SOUTENIR LES ASSOCIATIONS, VALORISER L'ENGAGEMENT

Acteurs essentiels du lien social et de notre vivre ensemble, je me tiens à l'écoute des associations pour accompagner leurs projets auprès des dispositifs d'aides comme le Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA). Les bénévoles qui s'engagent souvent discrètement mais sans compter méritent notre reconnaissance.



Remise de la médaille de l'Assemblée nationale à Brigitte Jurine, 30 ans d'engagements à la tête de "Chaponnay contre le cancer"

L'ÉGALITÉ DES CHANCES PAR L'ÉDUCATION

Mobilisés avec la communauté éducative et les parents d'élèves nous avons obtenu des moyens supplémentaires de l'Etat pour prendre en compte la spécificité des deux collèges publics Lucie Aubrac et Paul Vallon de Givors. Des moyens importants mais insuffisants pour répondre à la promesse républicaine de l'école d'un égal accès pour tous à l'éducation.



Nous demandons toujours le classement en REP+ de ces collèges et des écoles associées.

ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Grace au budget voté, **l'Etat investit dans nos communes.**

Exemples de projets soutenus :

St-Romain-en-Gal :

1 M € pour la rénovation complète du groupe scolaire et de la salle polyvalente et 105 000 € pour le local de Police Municipale

Simandres : 216 000 € pour la rénovation énergétique de l'école

Marenes : 405 000 € pour la création d'un nouveau groupe scolaire

Orliénas : 575 000 € pour la médiathèque et le restaurant scolaire

Chabanière : 730 000 € pour le nouveau groupe scolaire de St-Maurice-sur-Dargoire

Ste Colombe : 326 800 € pour l'aménagement du parc «des petits jardins» et 391 000 € pour la salle «La Verrière des Cordeliers»

Mobilités



A46 SUD

Suite à la concertation de 2023 je reste mobilisé avec toutes les parties prenantes (services de l'Etat, élus locaux, associations de citoyens) pour l'abandon de l'élargissement de l'A46 Sud et la présentation de nouvelles orientations pour améliorer les mobilités des habitants.

Depuis début 2024 j'ai sensibilisé les différents Ministres des Transports pour obtenir un arbitrage clair de la part de l'Etat. J'attends maintenant que le Ministre des transports vienne rencontrer les élus et associations de citoyens du territoire concerné pour enfin acter des avancées.

TRAIN VOYAGEUR RIVE DROITE

Pour répondre à la congestion du réseau routier et ses conséquences environnementales, je soutiens la demande de réouverture d'une ligne de train voyageur entre Condrieu et Lyon qui doit être intégrée selon moi aux études en cours sur le RER à la Lyonnaise.

LIAISON LYON / ST-ETIENNE

Depuis que j'ai fait inscrire dans la loi de 2019 la fin du projet A45, je suis de près le travail en cours sur les alternatives ferroviaires et routières, souhaitant notamment la couverture de la traversée A47 de Givors et la suppression du passage à niveau de St-Romain-en-Gier ayant proposé à l'Etat d'étudier la création d'un tunnel ferroviaire.

À votre écoute, à vos côtés

Des rencontres citoyennes pour débattre

Pour échanger avec vous sur vos attentes, l'actualité locale et nationale, et le travail législatif, j'ai tenu plusieurs réunions publiques ces derniers mois : à Simandres, Ste-Catherine, St-Cyr-sur-le-Rhône, St-Laurent-d'Agnay, Trèves, Toussieu, Sérézin-du-Rhône.



À Simandres

Au cœur de la vie des communes : inaugurations, commémorations, événements associatifs... Autant d'occasion de vous rencontrer !



Forum des associations de Condrieu



Inauguration à St André la Côte, des aménagements du centre bourg et d'ombrières photovoltaïques qui inscrivent cette commune dans la transition énergétique.



Vernissage d'une exposition



«Courir solidaire» lors des Foulées Ternaysardes pour soutenir l'association EURECAH qui aide les enfants en situation de handicap.

Lors des inondations



Avec des commerçants de Givors impactés

C'est en allant à votre rencontre pour échanger avec vous que le mandat qui m'a été confié prend tout son sens.

Dans vos entreprises, pour mieux comprendre votre activité



Aux « Potagers du Garon », un Atelier-Chantier d'Insertion par le maraîchage biologique.



Dans l'entreprise familiale depuis 1740 «Tuilerie Blache» à Loire-sur-Rhône dont on retrouve les tuiles en terre cuite sur de très nombreux monuments français (Hôtel-Dieu de Lyon, Hospices de Beaune...): un savoir-faire artisanal d'exception au service de notre patrimoine.



Au «Petit Ramard»: exploitation laitière "De la fourche à la fourchette" avec une large gamme de fromages, yaourts, beurre...commercialisés localement. Une belle réussite.



Avec le Ministre de l'Industrie venu à mon invitation dans l'entreprise Borelly Spring Washers à St-Laurent-d'Agnay. Ses pièces mécaniques de haute précision se retrouvent aussi bien dans l'EPR de Flamanville, la fusée Ariane, ou encore l'automobile. Un savoir-faire d'excellence au service de notre industrie.



En immersion au sein de l'entreprise SUEZ RR IWS CHEMICALS FRANCE qui possède une implantation à Givors dont le domaine d'activité est le traitement et l'élimination des déchets dangereux: des compétences de pointes au service de notre environnement.

Lors de permanences délocalisées sur les marchés

Présence sur les marchés d'Ampuis, Chaponnay, Communay, Condrieu, Givors, Echallas, Millery, Mions, Montagny, Mornant, Orléanas, St-Maurice-sur-Dargoire, St-Pierre-de-Chandieu, St-Symphorien-d'Ozon, Toussieu.



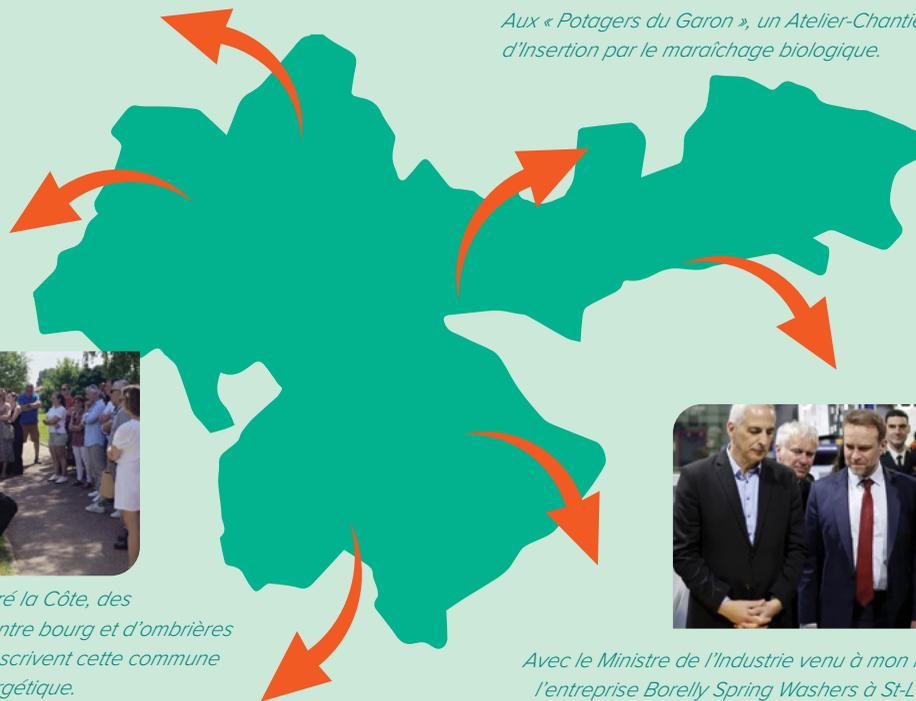
Marché de St-Symphorien d'Ozon



Marché d'Orléanas



Marché de Givors



À mes côtés, une équipe mobilisée et à votre écoute

1) Jean-Luc FUGIT, votre député

2) Magali BACLE-COULOUVRAT, élue locale et suppléante du député

3) Cyril BERTHIER, 4) Maëlle SAVIDAN-MIDROIT, 5) David OUZILOU, collaborateurs



Si vous souhaitez recevoir des informations sur mon activité de député :

Envoyez par mail « je souhaite m'inscrire à votre liste de diffusion » à : jean-luc.fugit@assemblee-nationale.fr

- Votre adresse électronique ne sera visible de personne et ne sera jamais communiquée à qui que ce soit
- Etre destinataire des informations que je diffuse ne vous engage à rien, il ne s'agit pas d'une liste de soutien à quelque action politique que ce soit
- Vous pourrez vous désabonner à tout moment en nous envoyant un message en ce sens



VISITEZ

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Je vous invite à découvrir ce haut-lieu de la vie parlementaire lors d'une visite guidée* le :
Judi 4 décembre 2025 à 13h

Information et réservation obligatoire avant le mardi 4 novembre
par mail :

jean-luc.fugit@assemblee-nationale.fr

* limitée aux 50 premiers inscrits

CONTACTS ET COORDONNÉES :

Je vous accueille sur rendez-vous à ma permanence parlementaire :
3-7 allée Marianne - 69700 GIVORS / Tel : 09 62 59 14 74

jean-luc.fugit@assemblee-nationale.fr

www.jeanlucfugit.fr



@jeanlucfugit



@Jean_LucFUGIT



jean-luc-fugit



Jeanlucfugit